



*GIRAF Eclairage N° 1 – 2017*

# **Agroecology in Action Agroécologie et alimentation solidaire**

*9-10 décembre 2016- Bruxelles Tour et taxi*

## **Réflexions et perspectives issues du groupe GIRAF<sup>1</sup>**

Contacts : [Julie.hermesse@uclouvain.be](mailto:Julie.hermesse@uclouvain.be) - [p.stassart@ulg.ac.be](mailto:p.stassart@ulg.ac.be)

### *Introduction*

Une équipe de dix chercheurs membres du groupe de contact FNRS "GIRAF" a participé aux journées Agroecology in Action les 9 et 10 décembre 2016. Parmi ceux-ci, huit chercheurs ont conjugué leur présence avec un travail d'observation et la rédaction d'une note individuelle qui en rend compte. La réflexion collective de GIRAF a été élaborée à partir de ces notes individuelles.

L'intention de GIRAF en rédigeant cette note est double : permettre à la fois de mener un débat sur le sens et l'importance d'Agroecology in Action pour le groupe GIRAF et de rendre public nos réflexions dans le but de nourrir la réflexion sur le

---

<sup>1</sup> Ce papier est publié sous la responsabilité des membres de GIRAF qui ont participé à l'évènement "Agroecology in Action" du 9-10 décembre. Ont contribué à ce papier: Hermesse J., Stassart P. M.(Editeurs) Dumont A. M., Louah, L., Hautier, L., Hecquet C. Visser, M. (co-auteurs). L'ordre des co-auteurs est une convention alphabétique. Il n'y a pas de lien avec l'importance des contributions respectives. Les auteurs suivants sont des scientifiques impliqués dans l'organisation du projet Agroecology in Action : Louah, L. et Visser, M.

futur d'Agroecology in Action (AIA). Notre intention n'est pas d'évaluer le mouvement mais plutôt de le mettre en perspective et de le questionner.

### ***Agroecology in Action, un "événement"***

Le premier élément qui nous semble caractériser AIA, c'est qu'il fut « événement » dans le sens défini par Isabelle Stengers<sup>2</sup> avec « un avant et un après ». AIA est un événement car il a laissé des traces en marquant les participants de trois manières différentes : (1) de par son ampleur, en réunissant un nombre et une diversité importants de participants, (2) de par son organisation organique peu hiérarchisée, fédératrice et enthousiasmante et enfin (3) de par la mise en lien effectuée entre agroécologie et solidarité alimentaire.

Le nombre de participants à l'événement (plus de 700 inscrits, 400 à 600 présents le vendredi et la moitié le samedi) témoigne de l'intérêt conjoint de multiples acteurs (syndicats, producteurs, mutuelles, chercheurs, citoyens...) pour les enjeux actuels et à venir de l'agroécologie. Ce nombre atteste d'une réelle effervescence, « *quelques chose se passe* », du chef d'acteurs hétérogènes désireux de comprendre, de participer voire d'accélérer la transition agroécologique. Au-delà des questions de production, de distribution et de formation, l'accès pour tous à une alimentation de qualité a pris une place centrale dans les débats, nous y reviendrons. L'impression générale est que l'événement, en replaçant l'humain au cœur de l'agroécologie, a permis, aux dires de plusieurs participants, de contracter une « belle énergie ». Les repas (l'organisation et le contenu des assiettes) et les activités culturelles en soirée (pièce de théâtre, projection et concert) étaient en cohérence avec cette dynamique.

Le succès de cette première édition confirme les caractères fédérateur et transdisciplinaire des enjeux de l'agroécologie. Ce sont aussi les coulisses de l'organisation qui méritent d'être saluées: l'événement a été globalement magistralement orchestré, et ce, avec peu de moyens financiers, au travers d'une organisation horizontale et organique entre des acteurs de la société civile et des citoyens bénévoles. A la source de cette dynamique se trouve un réseau informel, le Réseau de soutien à l'agriculture paysanne (ReSAP), qui depuis plusieurs années fait converger deux mouvements porteurs de l'agroécologie : celui d'un nombre croissant d'ONG Nord/Sud qui se sont saisies de l'agroécologie pour légitimer et renouveler leur discours sur le développement des systèmes alimentaires et celui de deux membres de la Via Campesina qui s'inscrivent dans le déploiement de l'agroécologie dont ce mouvement international est porteur (un syndicat agricole indépendants : le Mouvement d'Action Paysanne (MAP), et, la Fédération Unie de Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs (FUGEA)).

L'événement de décembre a eu pour effet de rassembler un public concerné, les troupes diront certains. « *Ma place est à AIA aujourd'hui et non au champ !* », partageait une maraîchère d'Anderlecht. « *J'annule le chantier collectif ce vendredi pour être à l'événement* », partageait un autre maraîcher. AIA était donc *The place to be* les 9 et 10 décembre 2016.

---

<sup>2</sup> Mélard, F. (2010). Le lieu en tant que source d'événements. Habiter les territoires à risques. V. November. Lausanne, Presses Polytechniques Universitaires Romandes

## **Partenariats construits autour de AIA**

Un des points forts d'AIA est la qualité et l'originalité des partenariats mises en chantier. Soulignons en particulier l'ambition d'alliance entre mouvement de lutte contre la précarité et mouvement de reconnaissance des pratiques agroécologiques, qui a été un des axes forts des deux journées d'AIA. Elle a été incarnée par la présence de personnalités reconnues composant le panel d'experts du samedi matin. Ceux-ci, comme Christine Mahy, porte-parole du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP), et Olivier De Schutter, ex-rapporteur aux Nations Unies pour le droit à l'alimentation, ont pu, de façon très claire, relier les enjeux des praticiens de l'agroécologie à des enjeux sociétaux plus larges dont des enjeux internationaux tels que ceux introduits par des représentants de La Via Campesina (dont sa porte-parole Hanny Van Geel) et ceux portés par la présence d'acteurs de Slow Food ou encore de Terre et Humanisme. Signalons également la présence de Solidaris en séance d'ouverture et de la Mutualité chrétienne en clôture. A travers ces personnes et ces institutions c'est toute la tension autour de la question du prix juste pour une alimentation de qualité (*food justice*) qui fut explicitement débattue le samedi matin. Ainsi les intervenants du panel le samedi matin ont affirmé d'entrée de jeu les assertions suivantes : d'une part l'alimentation est trop bon marché pour permettre aux « petits » agriculteurs d'en tirer un revenu décent mais d'autre part, le droit à alimentation de qualité - saine, saisonnière et fraîche - nécessite des prix accessibles à tous. Or une des barrières à l'accessibilité de ces produits est leur prix actuel sur le marché. Comment concilier un revenu décent pour les uns et un accès à des produits de qualité pour les autres ? Certains acteurs ont demandé que cette question soit clairement mise à l'agenda de la recherche.

En complément et un peu à l'ombre de cette alliance et tension entre agroécologie et alimentation solidaire, bien que impliqués et mentionnés, les partenaires (Greenpeace, Inter-environnement Wallonie) et les porte-paroles des questions d'environnement et de biodiversité (Président de Natagora,...) ont donné l'impression d'être moins présents dans les débats. Leur participation témoigne cependant d'un élargissement du partenariat par rapport au noyau initial constitué par le ReSAP.

## **Public présent**

La perception par les chercheurs sur l'hétérogénéité du public présent est assez variable et relève d'une donnée intéressante. De façon générale, la présentation des initiatives engagées dans une démarche agroécologique a permis de constater la diversité des initiatives tant en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles. La cartographie des initiatives, proposée par Rencontre des Continents et élaborée par les post-it des participants, donne une visibilité aux initiatives urbaines, avec le poids des villes de Liège, de Namur et évidemment de Bruxelles (avec un nombre très élevés d'initiatives dans cette dernière).



Cette cartographie montre la représentation prédominante à AIA d'initiatives récentes dans l'agriculture urbaine et périurbaine ; une présence forte donc d'initiatives de niches alternatives non issues du monde agricole conventionnel. Ceci laisse supposer que les agriculteurs issus de l'agriculture familiale furent peu présents. Ce constat qui mérite d'être affiné soulève plusieurs questions : quelles ont été les conséquences du choix 1) du lieu (Bruxelles), 2) des dates (un vendredi et un samedi au début du mois de décembre) sur la composition des participants et 3) d'une modalité d'organisation centralisée ? Nous faisons l'hypothèse que les organisateurs ont favorisé un public urbain, associatif, alternatif, militant qui diffère par exemple de celui que l'on retrouve au Salon Professionnel de l'Autonomie Fourragère dans le Hainaut ou de la petite foire de Libramont. Les risques de privilégier à AIA les initiatives agricoles radicales (agriculture urbaine, saveur paysanne...) plutôt que celles en transition au sein du régime (agriculture de conservation, autonomie fourragère...) et de laisser une place sur-représentée au monde "militant" seraient de réduire le mouvement de l'agroécologie à une certaine frange d'acteurs et ainsi de dénuer le mouvement d'un ancrage rural et d'une expertise agricole familiale qui s'alignent sur les principes de l'agroécologie sans pour autant les revendiquer.

D'autres chercheurs, à l'inverse, attirent l'attention sur le caractère hétérogène des participants du vendredi et dès lors des rencontres de savoirs et savoir-faire de natures distinctes, telles que entre producteurs et acteurs extra-agricoles. Ces acteurs se préoccupent de manière complémentaire au développement de l'agroécologie, tout en œuvrant dans des champs très différents. Par conséquent, il a parfois été difficile d'approfondir les discussions. A titre illustratif, les présentations de fermiers lors de la plénière du vendredi ont été jugées « techniquement abstraites » par certains participants. De même, dans plusieurs ateliers, le défi a été de trouver un terrain d'entente entre les thématiques et les techniques abordées par les praticiens et les actions menées par les citoyens. Toutefois, bien que les échanges techniques et organisationnels des praticiens ont parfois perdu les participants, des retours très positifs de ces derniers témoignent de leur prise de conscience de l'engagement et des risques assumés par les agriculteurs qui cherchent, et parfois tâtonnent, dans le but de développer des systèmes « agroécologiques ».

Par ailleurs, dans un contexte de dissociation de plus en plus poussé des communautés linguistiques du nord et du sud du pays, la dimension nationale a été fort appréciée. Se dessinerait en arrière-plan une forme d'identité commune malgré les différences qui ont été ouvertement débattues dans l'atelier du samedi matin (modes d'organisation, modes de communication, faiblesses des financements publics en faveur des alternatives en Flandre, positionnement par rapport au système dominant, etc.).

Le nombre et le profil des participants ont différé du vendredi au samedi. Une large proportion des participants du vendredi était absente le samedi. L'inconfort que certains ont pu ressentir d'un événement étalé entre la semaine et le week-end a probablement été inversement sa force: à cheval sur la semaine et le week-end, la manifestation a pu créer une zone de rencontre entre des publics distincts.

## ***Le déroulé des deux jours***

### **Vendredi Matin**

De façon générale, la diversité des présentations faites le matin ainsi que des ateliers l'après-midi a été appréciée. Ceci a permis d'avoir une image de l'hétérogénéité des expériences en Belgique, ce qui est un enjeu pour l'agroécologie: maintenir l'hétérogénéité. Au sujet des présentations du matin, voici quelques réflexions proposées : est-ce qu'un fil conducteur permettant de présenter ces acteurs au sein du *food system* n'aurait pas amélioré la clarté des exposés ? Une brève présentation du triangle de l'agroécologie (pratiques, mouvement sociale, pratiques scientifiques interdisciplinaires) et des différentes approches des systèmes alimentaires n'aurait-elle pas permis de rendre compte du caractère polysémique de l'agroécologie ? Enfin, est-ce qu'un éclaircissement du résultat attendu au terme des deux jours, à savoir l'enrichissement de la déclaration mise en discussion le second jour, n'aurait-elle pas aidé à voir où les organisateurs voulaient en venir?

Finalement l'intérêt de cette session en matinée résidait peut-être dans ce qui allait constituer le ciment des deux journées : une introduction à parler l'agroécologie; c'est-à-dire à parler un langage commun autour de l'agroécologie. Ainsi, toute une grammaire également développée dans les milieux scientifiques a été mobilisée comme ressource dans le discours des acteurs : verrouillage, bien communs, paysans, agriculture industrielle, résilience... Sans se prononcer sur leurs origines, tantôt en provenance des acteurs, tantôt en provenance des scientifiques, ces notions sont doublement intéressantes. Elles traduisent à la fois une complexité subtile légitimée par des travaux scientifiques tout en étant, en même temps, des notions valises. Néanmoins, si nous prenons du recul, la mobilisation de ces notions et du poids symbolique qu'elles génèrent induit des réductions qui peuvent être source de malentendu entre acteurs de terrain et scientifiques. Ainsi, par exemple, il est important pour un mouvement social de pouvoir désigner ses adversaires; or si les termes d'agriculture industrielle et d'industrialisation de l'agriculture jouent bien ce rôle dans le discours d'AIA, il est important de garder en tête qu'en réalité c'est avant tout des grandes enseignes transnationales de distribution qui pilotent pour une bonne partie - nous ne sous-estimons pas le rôles

d'autres transnationales comme Monsanto etc. - les marchés de l'agroalimentaire du global au local.

De même il serait intéressant d'avoir un débat sur le terme « paysan » dans lequel un certain nombre d'agriculteurs ayant des pratiques agroécologiques ne se retrouvent pas et qui fait l'objet de controverses en sciences sociales. Symétriquement nous pouvons interroger les conséquences de l'usage du terme « pratiques agroécologiques » que nous appliquons à des agriculteurs qui ne s'y retrouvent pas plus. Au vue de leur caractère indispensable dans le champ de l'agroécologie, ces notions mériteraient un dialogue entre scientifiques et acteurs de terrain pour ne pas se laisser enfermer dans un discours idéologique abstrait.

Enfin, nous soulevons un manque de narration des présentations lors de la plénière du vendredi matin. L'objectif de laisser place à des témoignages d'agriculteurs, afin de rendre compte de la complexité inhérente au développement d'un système agroécologique dans le contexte actuel, a cédé le pas à des présentations sur les aspects techniques de pratiques alternatives. Afin de s'adresser à un public peu averti, il pourrait être intéressant (pour les prochaines éditions) de davantage co-construire les présentations avec les praticiens en favorisant plus de documents visuels (et moins de texte) et une mise en perspective avec les pratiques dominantes.

### **Les ateliers du vendredi après-midi**

L'idée des ateliers dans une optique de faire participer l'assemblée était séduisante et de façon générale l'expérience des ateliers a été appréciée. Les organisateurs avaient fait un réel effort pour rassembler un panel intéressant d'acteurs de l'innovation agroécologique et pour donner une place aux interventions de praticiens (soulignons qu'une indemnisation financière leur a été accordée). Néanmoins ces praticiens ne constituaient qu'une petite minorité. Comment dès lors leur faire davantage de place ?

Une observation générale au sujet des ateliers mérite d'être formulée: le rôle clé joué par le/les modérateurs des ateliers. Les participants semblent avoir apprécié de manière disparate les temps de débat, la répartition des temps de parole ou encore la mise à jour des participants au sujet de connaissances plus techniques. Si « l'art de modérer » nous semble être un des apprentissages au cœur du mouvement d'AIA, il serait intéressant de réfléchir en amont avec les modérateurs aux stratégies d'animation des ateliers., Pourquoi ne pas amplifier les collaborations avec des professionnels de l'animation en intelligence collective initiée lors d'AIA et/ou d'organiser un système de feed-back à chaud des modérations avec des personnes désignées au préalable?

Cela a eu des conséquences sur la prise de parole du public qui, dans plusieurs ateliers, a eu trop peu l'occasion de s'exprimer. Ainsi le workshop *L'agroécologie pour les nuls* a été fort bien pensé : une vraie cohésion apparaissait entre les mouvements sociaux/ONG, le "monde paysan" et le "monde des scientifiques" plus distant et plus critique conformément à ses pratiques. Toutefois, la gestion bancale du timing n'a pas permis de se rendre compte de l'apport de ce débat entre intervenants pour le public, pourtant venu nombreux.

## **Samedi matin plénière**

Nous avons signalé plus haut l'intérêt de cette plénière qui a atteint pleinement deux objectifs pour situer les initiatives d'agroécologies déclinées le vendredi : d'une part dans les enjeux sociétaux plus larges notamment le prix juste et la tension entre accessibilité pour des publics précarisés et rémunération juste pour les paysans et d'autre part, dans les enjeux internationaux notamment ceux relevés par La Via Campesina.

## **Samedi après midi**

Le forum de l'après-midi était consacré à la Déclaration d'engagements. Des tables étaient constituées pour en discuter et sélectionner les points. Nous avons constaté un décalage entre la double ambition de discuter de la Déclaration d'engagements (la discuter et la compléter) et de faire des propositions. Le forum s'adressait davantage aux participants plutôt qu'aux rares politiques présents. Ensuite la méthode a manqué de clarté: l'animation des tables était parfois fort inégale et la reprise en main par les organisateurs du forum s'est faite sur des bases peu claires : sur quelle base par exemple ont été sélectionnées les propositions ? Il est dommage de constater qu'aux termes de deux journées très riches, l'atterrissage du forum se fasse un peu dans la confusion sans vraiment indiquer un calendrier d'actions pour les prochains mois à venir, voire les prochaines années. Nous soulevons trois interrogations : quel est le statut de cette Déclaration d'engagement (pour qui ? pourquoi ? comment ?) ? Quelles sont les demandes qui seront explicitement formulées aux politiques ? Comment la Déclaration d'engagements sera-t-elle mise en débats dans les réseaux d'agriculteurs ?

## ***Perspectives & conclusions***

Cette photo de famille du mouvement agroécologique en Belgique, si elle s'est vue élargie avec quelques pièces rapportées (mutuelles, syndicats, mouvements de caractère international...), résistera-t-elle à l'entre soi ? « Ce sont toujours les mêmes acteurs présents », commentait un participant; « C'est un truc d'alter », affirmait un autre. Les retentissements de l'événement au sein d'une communauté d'humains déjà convaincus pourraient laisser dangereusement croire à certains que l'agroécologie est un mouvement dont les principes deviennent majoritaires dans nos systèmes alimentaires; ou encore, que les politiques, peuvent se dédouaner de ne pas s'engager sur cette voie car la société civile se chargerait de mener à bien la révolution agroécologique.

De plus, Agroecology in Action se dégagera-t-il de l'image figée sur une mobilisation passée, une action collective célébrant l'identité d'un mouvement qui se cherche, et gagnera-t-il, avec les années, l'ampleur désiré d'un mouvement social incarnant un projet de changement social ? Un mouvement social, dans le sens donné par Alain Touraine, se définit, au-delà de la conscience de lui-même, par un conflit réel avec l'adversaire et la reconnaissance de l'enjeu de la lutte. Au-delà donc de se reconnaître entre acteurs, un mouvement social existe lorsque les acteurs se sentent confrontés à une force sociale générale, en un combat qui met en cause des orientations générales de la vie sociale. La volonté de certains acteurs

de faire grandir un mouvement social suffira-t-elle pour faire naître les assises solides que requiert une telle émergence, dont une réappropriation par la base des enjeux sociétaux ?

Face à cet « entre soi », AIA a ouvert plusieurs pistes. Nous ne reviendrons plus sur l'importance stratégique de l'alliance avec les mutuelles. Mais pratiquement leur positionnement actuel semble surtout se traduire dans de l'expérimentation au sein de structure existante (ex : marché interne de produits bio et/ou locaux). Ceci peut-il être le prélude d'un positionnement institutionnel ? Quel a été le travail en amont avec les mutualités ? Ont-elles identifié l'enjeu collectif et l'enjeu pour leurs propres institutions ? Quelles seront les prochaines étapes pour faire rentrer ces acteurs institutionnels dans la dynamique d'AIA ?

Parallèlement, l'invitation d'AIA à l'élargissement du mouvement aux acteurs de la protection et de la gestion de l'environnement a semble-t-il été entendu dans le partenariat des organisations comme Greenpeace et Inter-Environnement Wallonie. Néanmoins, il reste à ces porte-paroles des questions d'environnement d'occuper pleinement leur place dans l'organisation et l'animation des éditions suivantes d'AIA.

Enfin, il existe un enjeu national important auquel semblent s'identifier les participants: celui d'un partenariat entre des organisations du Nord et du Sud du pays. Cette première AIA a été portée par des réseaux francophones centrés sur le ReSAP et un engagement moindre du côté flamand. Le samedi après-midi nous avons compté une vingtaine de personnes qui se déclarent néerlandophones pour 150 à 200 participants francophones. Au niveau des ONG, si Bioforum Flandre était bien présent, des ONG telles que Vredeseilanden ou Greenpeace national étaient beaucoup moins visibles.

Les participants d'AIA ont clairement sollicité les acteurs de la recherche pour mettre des points à l'agenda (comme explicité entre autres plus en avant avec la difficile conciliation entre revenu décent pour les uns et un accès à la qualité pour les autres). Qu'en est-il des interpellations politiques? Comment expliquer l'absence quasi-totale de décideurs politiques ? Pourquoi les politiques n'ont-ils pas été publiquement sollicités ne fut-ce que sur le financement futur de l'AIA ? Il serait indiqué de définir clairement les attentes d'AIA vis-à-vis des politiques et en conséquence, la manière de les impliquer.

Concernant la recherche, et GIRAF en particulier, nous avons chemin faisant construit une relation qui nous semble aujourd'hui prometteuse. Pour les années à venir, nous serons preneur d'une approche plus élaborée qui réponde aux besoins de chacun et qui pourra dès lors plus facilement mobiliser certaines ressources (mémoires d'étudiants, stages...) .

### ***Quelques réflexions pour le futur de AIA***

Un des enjeux majeurs pour une seconde édition ne serait-il pas le renforcement et l'élargissement de la coalition que le ReSAP et les ONG ont mis sur pied à travers AIA?



- Les liens très originaux tissés avec les mutuelles et le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté doivent être approfondis et s'ancrer davantage dans les institutions concernées.
- La présence des organisations environnementales (Greenpeace, Inter-Environnement Wallonie...) pourrait gagner en visibilité en s'affirmant davantage dans l'organisation et le leadership de l'événement aux côtés de ceux qui l'ont porté à bout de bras.

De nouvelles alliances pourraient élargir ce champ:

- L'articulation entre agriculture biologique (AB) et agroécologie mériterait d'être pensée stratégiquement en apportant d'une part une reconnaissance historique à l'AB comme prototype de l'agroécologie et en reconnaissant d'autre part que l'agroécologie peut jouer un rôle de contrepoids face aux pressions d'une industrialisation de l'AB.
- De nouveaux partenariats pourraient être mis en place avec des acteurs en amont de la filière de production : le sol, les semences (objets d'agroécologisation clef) mais aussi avec les acteurs de la transformation (hall relais, hall stockage...).

De façon générale, il est utile de se poser la question de la pérennité d'un tel événement dont l'ambition est de le perpétuer durant au moins quatre années. Un agriculteur a proposé une déclinaison plus territorialisée qui pourrait bénéficier de dynamiques plus locales telle que la petite foire de Libramont portée par le MAP en juillet en province de Luxembourg, les journées d'autonomie fourragère dans le Hainaut, les événements autour de l'agroécologie urbaine à Bruxelles ou encore à Liège autour de la Ceinture Aliment-Terre Liégeoise (CATL). Par ailleurs, les initiatives en matières de formation se développent : Ferme EPIE du MAP, les formations de l'asbl Crabe, Bachelier spécialisé en Agriculture biologique à Ciney, Master en Agroécologie, Certification professionnalisant... Ces formateurs pourraient se donner l'ambition d'organiser avec leurs étudiants une session spéciale.